

PROCÈS DE L’AFFAIRE SONATRACH 1

L'ex-vice-président des activités Amont
bouc émissaire du scandale ?

Belkacem Boumediène, le vice-président des activités Amont du groupe Sonatrach serait-il le bouc émissaire dans l'affaire relative à la conclusion du marché concernant l'acquisition d'équipements de télésurveillance et de protection électronique évoqué dans le procès de l'affaire Sonatrach 1 ? La question a été largement évoquée hier parmi ceux qui ont suivi de nouveau son passage à la barre.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les questions-pièges posées par l'avocat du Trésor public à l'attention de l'ex-vice-président de Sonatrach n'ont pu remettre en cause la détermination de ce dernier à répondre à toutes les questions. En effet, ses réponses précises et pédagogiques ont plongé l'assistance dans un silence religieux. Les questions de l'avocat de la partie civile n'ont rien apporté à ce qui a été déjà dit par Belkacem Boumediene lors de son audition par le président du tribunal criminel. Maîtrisant parfaitement son sujet, il rappelle aux membres du jury du tribunal criminel que «son interven-

tion en qualité de vice-président de Sonatrach des activités amont durant six années était conforme à la loi et à la réglementation régissant le groupe». Mieux encore, il rappelle, en s'exprimant tantôt en langue arabe, tantôt en langue française, que «les cadres de Sonatrach ont agi d'une manière professionnelle et conforme aux orientations données par le ministre de l'Energie et des Mines et du P-dg du groupe Sonatrach». En somme, ce énième passage à la barre du vice-président des activités amont du groupe Sonatrach a poussé les robes noires à s'interroger si ce haut

cadre du groupe Sonatrach n'était pas victime d'une cabale judiciaire dans cette affaire. L'autre fait marquant du passage de Belkacem Boumediene à la barre était lorsqu'un des avocats de Sonatrach en l'occurrence M^e Sellini lui demandait «pourquoi le groupe Sonatrach s'est précipité de conclure des contrats de gré à gré, alors qu'à l'époque, soit en 2005, la situation sécuritaire était meilleure qu'au milieu des années 1990». Dans son franc-parler, Belkacem Boumediene répond : «La situation sécuritaire n'était pas totalement établie. Il y avait des tentatives de sabotage contre plusieurs installations de Sonatrach, à l'image de ce qui s'est passé à Skikda, à Sidi R'zine et bien d'autres installations jusqu'à l'attaque contre le complexe gazier de Tiguentourine.» Une réponse qui a plongé le bâtonnier dans un silence total. Pour sa part, le procureur de la République a tenté de piéger le mis en cause, lorsqu'il lui exhibe une lettre

adressée par le groupe Siemens à Sonatrach se plaignant «d'avoir divisé le projet de la télésurveillance en quatre parties». «Je ne suis pas au courant de cette lettre et puis, cette société a le droit de protester. Elle voulait décrocher tout le marché», a-t-il répondu. Hier, les questions-réponses des différentes parties concernaient tous les mis en cause dans l'affaire de l'acquisition d'équipements de télésurveillance et de protection électronique. La veille, l'ex-directeur du département de la production à Sonatrach Hassani Mustapha, lui aussi impliqué dans cette affaire, a été interrogé par le procureur général du tribunal criminel d'Alger sur les raisons de la non-résiliation des contrats douteux conclus avec le groupe allemand Contel Funkwerk. Poursuivi pour les chefs d'inculpation de passation de marchés en violation de la législation et du règlement, octroi d'avantages injustifiés au profit d'autrui et dilapidation de deniers publics, l'accusé a répondu qu'il n'avait

aucun pouvoir pour conclure ou résilier ces contrats. Lors de son audition par le président du tribunal criminel d'Alger le juge Mohamed Reggad, il avait affirmé qu'il avait signé des contrats de gré à gré d'une valeur de plus de 10 milliards de dinars, au lieu de respecter les dispositions juridiques réglementaires en vigueur tel l'appel d'offres international, «sur ordre» de l'ex-P-dg de Sonatrach. L'accusé a également révélé qu'il avait été délégué par l'ex-P-dg de Sonatrach pour la signature de trois ou quatre contrats de gré à gré. La valeur globale des contrats est estimée à plus de 10 milliards de dinars. L'accusé a également répondu à une question sur le montant des pertes subies par Sonatrach suite à un attentat terroriste, estimé selon lui à 4 milliards de dollars. Aujourd'hui, il est attendu l'audition des mis en cause dans l'affaire Saipem, une des parties du scandale de Sonatrach 1.

A. B.

PROJET ALGER MÉDINA

Abdelwahab Rahim annonce la clôture
de l'emprunt obligataire le 9 janvier

Le P-dg du groupe Dahli (filiale d'Arcofina Holding) spécialisé dans l'hôtellerie, les loisirs et l'immobilier, Abdelwahab Rahim, a annoncé hier la clôture, le 9 janvier prochain, de l'emprunt obligataire de «Alger Médina» dont la levée est intervenue en 2008 avec le remboursement total du capital.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Une somme de 2,6 milliards de DA (sur 8 milliards DA escomptés) fut levée auprès des citoyens par le biais de l'achat des actions du groupe cotées en Bourse, et qui ont servi à financer une partie du grand projet d'Alger Médina. Il s'agit d'un hôtel 5 étoiles (Hilton), d'une capacité de 450 chambres ; appartements-hôtel composé de deux tours de 20 et 23 étages englobant 160 appartements de grand standing d'une surface allant de 70 à 600m² ; trois tours de bureaux d'une superficie utile de près de 100 000 m² dont l'Algeria Business Center ; un centre commercial «Ardis» ; un parc aquatique ; un port de plaisance «Marina Bay». Ce dernier projet a enregistré un certain retard en raison de problèmes d'autorisation, déplore Rahim. «Nous n'avons reçu le permis de construction de la marina qu'au mois de mai 2015», a-t-il indiqué tout en assurant que les travaux sont aujourd'hui entamés et la marina sera opérationnelle dans les 27 prochains mois. Le patron du groupe Dahli s'est félicité de l'accueil qu'a reçu le projet de la part des citoyens aussi bien vivant en Algérie que ceux issus de la diaspora. Selon lui, l'entreprise fut la première du secteur privé à se lancer dans un processus de financement avec des obligations cotées à la Bourse d'Alger. Par ailleurs, Abdelwahab Rahim a annoncé que le projet industriel automobile entre le groupe Arcofina et le constructeur chinois FAW est «mis au frigo» dans l'attente d'une meilleure opportunité.

Quant aux raisons qui ont fait que le projet n'ait pas abouti, le P-dg du groupe a souligné que les deux parties n'étaient plus «en phase» avec

ce qui avait été discuté lors de la signature du contrat en novembre 2013. «Nous avons donc convenu d'un commun accord de remettre ce projet à une date ultérieure», a affirmé Rahim qui pointe aussi la crise financière qui n'a pas épargné le partenaire chinois. Pour autant, et même s'il tire un trait sur l'automobile, Abdelwahab Rahim ne compte pas moins engager d'autres partenariats industriels avec des par-

tenaires chinois dont il n'a pas précisé la nature. Le coût de ce projet était, rappelons-le, estimé à 5 milliards de DA et devait employer quelque 1 000 travailleurs. L'objectif fixé, alors, consistait à arriver à créer un tissu de sous-traitance autour de cette usine de montage, avec l'espoir d'atteindre un taux d'intégration de 40% dans les trois premières années du démarrage de l'usine.

Y. D.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE DU CHAHID PALESTINIEN

L'ambassadeur palestinien alerte
sur le complot d'Israël

Le forum d'El Moudjahid, en collaboration avec l'association Maâchal Echahid et l'ambassade de Palestine, a organisé hier une conférence dédiée à la Journée du chahid palestinien durant laquelle biographies, témoignages et révélations se sont succédé.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'ambassadeur palestinien, L. Mahmoud Taha Aissa, a tenu des remerciements et des mots de «gratitude et de reconnaissance profondes» pour le soutien que maintient l'Algérie, Etat et société civile, pour la cause palestinienne «depuis toujours». Rappelant les positions particulièrement «marquantes» du président Houari Boumediène. De plus, il a fermement condamné «le complot israélien» aspirant à «persuader» l'opinion publique inter-

nationale d'une «existence légitime» et d'une «lutte et résistance palestiniennes terroristes». Ayant pour objectif une reconsidération idéologique et historique de son Etat, Israël veut faire valoir «sa personnalité» sur la scène internationale par sa participation à des manifestations culturelles précisément. Ceci sous prétexte de la préservation d'une dimension culturelle et du patrimoine universel». L'ambassadeur a poursuivi sa déclaration en précisant que ce moyen d'action est certainement

«plus menaçant» que l'armement. Le rejoignant sur ce point, Hocine Zehouane, moudjahid et homme politique, a rappelé que «le combat et le boycott du colonialisme israélien doit être total». Ceci en revenant sur la thématique principale de la rencontre qui se veut un hommage au premier chahid palestinien, Ahmed Moussa, et à Mohamed Boudia, martyr de la cause palestinienne. Etant son compagnon durant la révolution algérienne et bien après cette date, H. Zehouane a rappelé le parcours mouvementé de ce dernier. Pour qui la cause palestinienne a été spontanément «la continuité» de l'algérienne. Surnommé «loup blanc» par la CIA et Israël pour son organisation efficace des opérations pales-

tiniennes contre le colon depuis la France, lors de la révolution palestinienne en 1963. Il a été lâchement assassiné par ces derniers dans sa voiture piégée, a ajouté le militant. Par ailleurs, L. Mahmoud Taha Aissa a précisé que le martyr ne doit pas être assimilé à du terrorisme comme «on prétend» mais «lutte et persévérance pour la récupération de nos droits les plus absolus». Rappelant, par ailleurs, qu'il n'y aura jamais de place pour le désespoir et «notre résistance se poursuivra jusqu'à ce que la nation se réveille». Ceci en précisant qu'il s'agit «de notre serment pour la liberté et nos martyrs» évalués, sans grande précision, à plus de 10 000 depuis 2000.

N. B.

MÉDIAS

Le ministre de la Communication à Oran

Hier, Hamid Grine, ministre de la Communication, a présidé une conférence-débat ouverte à la presse et aux citoyens au niveau de la salle de conférences de la mosquée Ibn-Badis. Le thème retenu étant «Le citoyen a le droit à l'information fiable», pour le ministre, la décennie noire a construit l'opinion publique sur des bases insensées mettant en avant la diffamation, le vol, le terrorisme... obtenant ainsi une information infondée. «Les journalistes sont responsables de ce qu'ils disent et de ce qu'ils écrivent et tout n'est pas noir dans notre pays», dit-il.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Le ministre estime que toute parole qui s'adresse au cœur sensibilise, a plus de chance d'être rapidement réceptionnée et aura un impact positif. «La parole transmise et écrite pour communiquer avec le cer-

veau n'est pas forcément mieux perçue», dit-il. Intervenant lors de cette conférence, Bouziane Benachour, directeur du journal *El Djoumhouria*, dira qu'il est temps de mettre de l'ordre dans la profession. Il exprimera son inquiétude face

à ce qu'il qualifie de «déluges de communication qui nous arrivent du ciel et de la terre, du satellite et des nouveaux canaux de diffusion de l'information qui s'imposent dans nos foyers et dans nos rues sans qu'on ne les y invite.» Pour l'intervenant, le métier de journaliste vit une grave crise d'identité. «La démocratisation des télécommunications de l'information, de l'internet et des réseaux sociaux a bouleversé le monde, porté un sacré coup à la communication traditionnelle, espace et temps ont été réduits à néant». Pour Bouziane Benachour, seul le retour aux fondamentaux, la morale, l'éthique et la déontologie peuvent assurer l'exercice du métier au service exclusif du citoyen et ce, même si, dit-il

«on va nous considérer comme des gens dépassés». Lors d'un bref point de presse, le ministre de la Communication a indiqué que bientôt les journalistes pourront élire leurs représentants au Conseil d'éthique et de déontologie et qui sera composé de 14 journalistes. Concernant la carte de presse le ministre dira qu'afin de permettre à d'autres journalistes de l'obtenir, le délai a été prolongé. Toujours concernant la carte de presse qui a bénéficié à des titulaires illégaux, Hamid Grine dira «pour l'heure actuelle je n'ai pas eu de preuves concrètes, il n'empêche que j'ai chargé l'inspecteur général du ministère de mener une enquête dans ce sens et une plainte sera déposée».

Le ministre estime que ces cas de fraudes n'ont rien à voir avec la fiabilité ou non des critères d'attribution «s'il y a un éditeur qui délivre une attestation de travail d'un journaliste à un non journaliste, il a donc triché». Dans l'après-midi le ministre s'est rendu au siège du journal *El Djoumhouria* qui célébrait son quarantième anniversaire d'arabisation du journal. Durant cette cérémonie, le ministre de la Communication a une fois de plus privilégié la langue du cœur, dit-il, à la langue de bois en se remémorant des anecdotes de son passé de journaliste, en mettant en avant ce dicton auquel il croit : «Il n'y a pas un grand journaliste mais un grand journal.»

A. B.